
Deuxième session, trentième Législature

Second Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 129
(PRIVÉ)

Loi modifiant la charte de la
ville de Pierrefonds

Bill No. 129
(PRIVATE)

An Act to amend the charter of the
city of Pierrefonds

Première lecture

First reading

M. SÉGUIN

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1974

Projet de loi n^o 129

(PRIVÉ)

Loi modifiant la charte de la
ville de Pierrefonds

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la ville de Pierrefonds et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte soit de nouveau modifiée;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié pour la ville de Pierrefonds en remplaçant le septième alinéa du paragraphe 8^o par le suivant:

« Pour exiger, comme condition préalable à l'approbation d'un plan de subdivision, que des rues y soient prévues ou non, que le propriétaire cède à la corporation municipale, pour fins de parcs ou de terrains de jeux, une superficie de terrain n'excédant pas [dix] pour cent du terrain compris dans le plan et situé à un endroit qui, de l'avis du conseil, convient pour l'établissement de parcs ou de terrains de jeux, ou exiger du propriétaire, au lieu de cette superficie de terrain, le paiement d'une somme n'excédant pas [dix] pour cent de la valeur mentionnée au rôle d'évaluation du terrain compris dans le plan; si l'article [21 de la Loi sur l'évaluation foncière] s'applique à ces terrains, [leur valeur réelle doit être utilisée pour les fins du calcul.] Le produit de ce paiement doit être versé dans un fonds spécial qui ne peut servir qu'à l'achat de terrains destinés à l'établissement ou à l'aménagement de parcs et de terrains de jeux et les terrains cédés à la corporation munici-

Bill No. 129

(PRIVATE)

An Act to amend the charter of the
city of Pierrefonds

WHEREAS it is in the interest of the city of Pierrefonds and necessary for the proper administration of its affairs, that its charter be again amended;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended for the city of Pierrefonds by replacing the seventh paragraph of paragraph 8 by the following:

"To require, as a condition precedent to the approval of a subdivision plan, whether it provides for streets or not, that the owner convey to the municipal corporation, for park or playground purposes, an area of land not exceeding [ten] per cent of the land comprised in the plan and situated at a place which, in the opinion of the council, is suitable for the establishment of parks or playgrounds; or to exact from the owner, instead of such area of land, the payment of a sum not exceeding [ten] per cent of the value mentioned in the assessment roll of the land comprised in the plan; [if section 21 of the Real Estate Assessment Act] applies to such land [its real value shall be used for the purposes of the computation.] The proceeds of such payment must be paid into a special fund which may be used only for the purchase of lands intended for the establishing or equipping of parks and playgrounds and the lands conveyed to the municipal corporation under this

pale en vertu du présent paragraphe ne peuvent être utilisés que pour des parcs ou des terrains de jeux. La municipalité peut toutefois disposer, à titre onéreux, conformément au paragraphe 2° de l'article 26, des terrains qu'elle a acquis en vertu du présent alinéa s'ils ne sont plus requis pour fins d'établissement de parcs ou de terrains de jeux, et le produit doit en être versé dans ledit fonds spécial; ».

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

paragraph can only be used for parks or playgrounds. The municipality may however dispose by onerous title, in accordance with paragraph 2 of section 26, of the lands which it has acquired under this paragraph if they are no longer required for purposes of establishing parks or playgrounds, and the proceeds must be paid into the said special fund;”.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

